

GRÈVE et MANIF **FO**

jeudi 7 février 2019

***"Fonctionnaires
en colère,***



***augmentez les
salaires !"***

FO-fonction publique : une mobilisation massive

Une mobilisation « impressionnante », « réussie », « exceptionnelle »... Quelque 8 000 fonctionnaires de l'État, de la territoriale et du versant hospitalier de la Fonction publique ont participé ce jeudi 7 février à Paris à la manifestation nationale organisée à l'appel FO-Fonction publique.

Des agents venus du Calvados, de l'Yonne, de la Manche, des Bouches-du-Rhône de l'Oise des Deux-Sèvres, de Mayenne, du Morbihan, de Savoie, du Vaucluse... Des agents des Ehpad, **des personnels des finances publiques (DGFIP)** des lycées et collèges, des infirmières, des territoriaux, des agents de la Poste et des télécommunications, des fonctionnaires de la pénitencier... Dans le cadre de cette manifestation reliant Montparnasse à Matignon, assortie d'un grand rassemblement sur l'esplanade des Invalides, ils étaient 8 000 agents publics, fonctionnaires ou contractuels, à avoir répondu au seul appel de Force Ouvrière, cela afin de dire au gouvernement « Stop », « ça suffit ».

Cette journée d'actions massivement suivie est venue parfaire le périple symbolique et en partie réalisé à pied du Havre (ville du Premier ministre) à Matignon par des militants FO de la Fonction publique. Cette action qui a été l'occasion de faire des haltes dans des localités, souvent rurales, où les services de proximité sont menacés de fermeture voire déjà fermés visait à montrer le combat quotidien des agents pour faire vivre ces services publics.

Le bilan de l'audience à Matignon est déjà positif

« Fonctionnaires en colère, augmentez les salaires »

« Il y a urgence dans l'immédiat à donner une prime à l'ensemble des agents », a jugé Christian Grolier, secrétaire général de FO Fonction publique, qui a justement été reçu à Matignon ce jeudi avant le départ du cortège. Sans obtenir, regrette-t-il, une prime qui n'a pour l'instant été promise par l'État qu'à certains fonctionnaires (forces de l'ordre ou encore une partie des agents des finances publiques).

Partie dimanche du Havre, ville dont le Premier ministre Édouard Philippe fut maire (2010-2017), la délégation FO s'est largement étoffée à Paris pour un rassemblement national qui a aggloméré jusqu'à 8 000 manifestants selon FO, qui ont marché jusqu'à l'esplanade des Invalides - à deux pas de Matignon - sous le slogan « **Fonctionnaires en colère, augmentez les salaires** ».

Annulation de l'allongement de la durée d'échelon

Alors que FO Fonction publique demande notamment une hausse générale des salaires des fonctionnaires, l'octroi pour tous de la prime exceptionnelle (prônée par le chef de l'État pour les salariés du privé), davantage de moyens budgétaires pour les services et le respect de leurs missions, la titularisation des contractuels, le respect du statut général des fonctionnaires et l'arrêt des attaques -via des projets de réformes- contre le statut fondateur (en 1946) de la Fonction publique républicaine... La grande mobilisation des fonctionnaires FO qui a démarré le dimanche 3 février au Havre et se poursuit jusqu'au 10 février a contraint le gouvernement à tendre l'oreille.

Suite à l'audience de FO avec les conseillers du Premier ministre, le projet portant sur les rémunérations et consistant dans le cadre des quatre chantiers de réformes en cours (rémunérations au mérite, recours accru aux contractuels, plan de départs volontaires, restructuration des instances représentatives des personnels) à vouloir allonger la durée d'échelon de trois mois par année est « annulé pour l'instant, reporté » annonçait Christian Grolier devant les militants FO réunis aux Invalides.

FO demande l'ouverture de négociations

Par ailleurs soulignait le secrétaire général de l'UIAFP-FO, si « concernant le grand débat, FO n'a rien à y faire », en revanche « il faut un débat sur les missions publiques ». Cette revendication de longue date de Force Ouvrière semble faire son chemin. Ce 7 février, les conseillers du Premier ministre ont indiqué que le « conseil national des services publics » créé en 2014, devrait être réactivé. Les organisations syndicales y participeraient.

Concernant les salaires, FO-Fonction publique a souligné encore ce 7 février à Matignon « qu'il n'était pas admissible qu'il y ait du clientélisme ». L'octroi forcément bénéfique d'une prime à certains (policiers, agents des finances publiques) ne peut être satisfaisant. Il faut « une prime pour tous les agents », ce qui ne fait pas oublier la revendication d'une augmentation générale du point d'indice (base de calcul de tous les salaires des agents publics). L'UIAFP-FO a ainsi demandé que « le Premier ministre s'engage à ouvrir des négociations » indiquait Christian Grolier.



Alors, qu'attendez-vous ?



SECTION



DORDOGNE

Syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques

Section locale FO DGFIP 24

DDFiP de la Dordogne

15 rue du 26^{ème} Régiment d'Infanterie

24 000 PERIGUEUX

☎ : 06-86-83-13-88

@ : fo.ddfip24@dgfip.finances.gouv.fr

Site web : www.fo-dafip-sd.fr/024/